

son parti. Je lui souhaite une longue vie à la tête de la loyale opposition de Sa Majesté.

La note dominante dans le discours du trône est sans contredit celle qui a trait à la visite de Sa Majesté George VI et de la reine Elizabeth, au mois de mai prochain. Aucune nouvelle n'a plu autant à la population canadienne que celle annonçant la visite de Leurs Majestés. Tous les citoyens du pays, sans distinction de race ou de croyance, s'en réjouissent. Aussi accourront-ils rendre hommage et offrir leurs sentiments de loyauté et de dévouement à ces deux illustres personnes qui représentent pour nous l'autorité suprême. Ils voudront aussi offrir aux souverains d'Angleterre—qui, sous l'empire du statut de Westminster, sont maintenant aussi le roi et la reine du Canada—leur allégeance et leurs sentiments de fidélité.

(Traduction)

Notre pays a été singulièrement honoré pendant l'été, alors qu'il reçut un visiteur des plus distingués dans la personne du Président des Etats-Unis. Avec le premier ministre du Canada il a participé à l'ouverture d'un pont international près de Brockville. Les personnes présentes à cette cérémonie se rappelleront longtemps sa visite, et les déclarations qu'il fit alors inaugurent une nouvelle ère dans nos relations avec les Etats-Unis. A Kingston, où l'Université Queens lui décerna un titre honoraire, il déclara que les Etats-Unis ne resteraient pas étrangers au conflit si jamais une nation étrangère attaquait le Canada. Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'importance de cette déclaration quant à nous.

A Ivy Lea, le président parla à son vaste auditoire du projet de la calanisation du Caint-Laurent, dont il a été souvent question ici. Il demanda que l'on étudie le projet de traité déposé sur le bureau de la Chambre au cours de la dernière session. Vu que la situation du chômage est encore grave au pays on devrait étudier cette question attentivement. La visite du président a été d'une grande importance et a contribué à renforcer les liens qui nous unissent déjà à nos voisins du Sud.

(Texte)

Je laisse maintenant cette partie agréable du discours pour en aborder une autre lourde de graves conséquences pour nous tous. Fin septembre, nous avons vécu des jours tragiques, des heures remplies d'angoisse. Nous sommes venus à deux doigts de la guerre. Jamais, depuis l'année 1914, avons-nous traversé une crise aussi remplie de péripéties, où le moindre faux pas de la part de certains hommes d'Etat aurait pu déclencher une guerre européenne, dans laquelle aurait sombré notre civilisation entière.

La crise tchécoslovaque fut le résultat du jeu des alliances qui s'entrecroisent et des passions idéologiques de deux groupes importants, dont l'un conduit par Hitler et l'autre par Mussolini. Ce qui caractérise ces deux conducteurs d'hommes, c'est non seulement l'organisation autoritaire qu'ils donnèrent à l'Allemagne et à l'Italie,—nous dit, en substance, Paul Van Zeeland,—c'est le magnétisme avec lequel ils surent galvaniser leurs peuples et tendirent leurs forces pour élever la puissance des deux Etats à un point redoutable. Ce qui les rapproche encore, c'est que tous deux se sont servis, pour atteindre leur fin, de la lutte contre le bolchévisme, destructeur de l'ordre à l'intérieur et menace pour la paix à l'extérieur.

Les Allemands des Sudètes, encouragés par Berlin, réclamèrent un statut autonome et exigèrent une modification radicale de la politique extérieure de Prague. Hitler, encouragé par le succès de l'Anschluss, cherche à étendre l'influence du Reich vers l'est. Le problème était d'autant plus grave que la France était liée à la Tchécoslovaquie par un traité d'assistance, dont elle avait, à maintes reprises, rappelé la validité. Des préparatifs militaires et de fâcheux incidents de frontière viennent aggraver la situation. Londres mène le jeu diplomatique: conférences et pourparlers ne servent à rien. Hitler veut à tout prix la guerre et masse ses troupes à la frontière tchécoslovaque. C'est alors que Chamberlain, cet homme qui n'était jamais monté en avion, entreprit ses envolées historiques qui aboutirent au pacte de Munich. Ce pacte a été l'objet de critiques acerbes et violentes. Cependant, une fois l'orage passé et le calme rétabli, quels sont ceux qui, en toute sincérité, affirmeront que Chamberlain n'a pas agi avec sagesse?

La France pouvait-elle efficacement défendre la Tchécoslovaquie, si l'Allemagne l'avait attaquée? L'Angleterre avait-elle achevé son programme de réarmement et était-elle prête à la guerre? La Russie serait-elle intervenue dans le conflit malgré une crise intérieure qui sévissait au pays? Et ne se réjouissait-elle pas secrètement de voir une guerre en perspective où les quatre puissances européennes se seraient affaiblies, pour ensuite lui laisser le champ libre vers l'ouest? Voilà autant de questions auxquelles il faudrait répondre dans l'affirmative pour pouvoir condamner Chamberlain.

Et que dire de l'attitude de notre premier ministre qui, lui aussi, lors de cette crise, fut le sujet d'attaques de la part des extrémistes, qui réclamèrent à grands cris une déclaration d'intervention. Il conserva sa sagesse et son calme coutumiers. Fort de son attitude lors